



## Arrêt

**n° 78 295 du 29 mars 2012**  
**dans l'affaire x / III**

**En cause : x**

**Ayant élu domicile : x**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté**

### **LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 29 septembre 2011, par x, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de « la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire prise en date du 18 août 2011, notifiée le 31 août 2011 ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « Loi »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 7 février 2012 convoquant les parties à l'audience du 6 mars 2012.

Entendu, en son rapport, Mme M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. PHILIPPE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocate, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

1.1. Le 19 avril 2011, le requérant a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en sa qualité de descendant de belge.

1.2. Le 18 août 2011, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, a été notifiée le 31 août 2011 et est motivée comme suit :

*« MOTIF DE LA DECISION (2) :*

*N'a pas prouvé dans le délai requis qu'il / elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en tant que membre de la famille d'un citoyen de l'Union.*

### **Descendant à charge**

- *Le demandeur n'a pas apporté la preuve que la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial possédait les ressources suffisantes pour le prendre en charge. En effet, les revenus de ce dernier s'élèvent uniquement à plus ou moins 1 000 € : les revenus de la sœur du demandeur ne sont pas pris en compte car ce n'est pas en fonction de cette dernière que la demande a été formulée.*
- *Il n'a pas été démontré que le transfert bancaire effectué au bénéfice du demandeur lui a permis de subvenir à ses besoins jusqu'à l'introduction de sa demande. »*

## **2. Exposé du moyen d'annulation.**

2.1. La partie requérante prend un moyen unique de l'abus de droit, l'erreur manifeste d'appréciation et de la violation de l'article 62 de la Loi, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et du principe général de bonne administration.

2.2. Dans une première branche, elle expose que « la seule mention de l'article 52 §4 de l'Arrêté Royal est insuffisante pour connaître la base juridique sur laquelle se fonde la décision dès lors que cet article n'est relatif qu'à une modalité d'exécution et nullement aux conditions d'octroi du séjour de sorte que l'on ignore sur quelle base légale la partie adverse s'est basée pour justifier son refus ».

2.3. Dans une seconde branche, elle affirme que le frère du requérant envoie de l'argent à son père depuis des années et reproche à la partie défenderesse d'avoir omis de considérer ce fait dans le calcul des revenus du « regroupant ».

2.4. Dans une troisième branche, elle rappelle que, outre la preuve du transfert bancaire effectué au bénéfice du requérant quand il était au Maroc, celui-ci a également déposé « un certificat administratif dans lequel il est spécifié qu'il n'exerce aucune profession et qu'il est pris en charge par son père ». Elle affirme dès lors que le requérant était bien pris en charge par son père qui lui envoyait de l'argent, et qu'il peut donc bénéficier d'un droit au regroupement familial »

## **3. Discussion.**

3.1. Sur le moyen unique en ce que la partie requérante invoque l'abus de droit, l'erreur manifeste d'appréciation, le Conseil tient à rappeler qu'il renvoie à la partie requérante de désigner non seulement le principe qui serait méconnu mais encore la manière dont ce principe l'aurait été, ce dont elle s'abstient de démontrer *in specie*. Le Conseil considère que cette articulation du moyen est irrecevable.

En l'espèce, force est de constater que la seule disposition légale dont il est fait mention dans la décision attaquée est l'article 52, § 4, alinéa 5, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

C'est à juste titre que la partie requérante relève que cette disposition, qui se borne à préciser que « (...) Si le ministre ou son délégué ne reconnaît pas le droit de séjour, cette décision est notifiée au membre de la famille par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20, comportant, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire. Il est procédé au retrait de l'attestation d'immatriculation. (...) » ne saurait à l'évidence constituer un fondement suffisant pour justifier, en droit, la décision prise elle-même, dont elle se limite à arrêter les modalités d'exécution. A cet égard, le Conseil rappelle que les descendants d'un citoyen de l'Union sont soumis aux dispositions de l'article 40bis, §2, 4° de la loi précitée du 15 décembre 1980, qui seules auraient pu constituer la base légale adéquate minimale pour fonder, en droit, la prise de la décision querellée.

Au regard du libellé même de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991, aux termes duquel « La motivation exigée consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision. [...] », la référence faite à l'article 52, § 4, alinéa 5, de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981, de surcroît dans un paragraphe de la décision distinct de celui intitulé « Motif de la décision », ne saurait être considérée comme satisfaisante, dans la mesure où, d'une part, la disposition invoquée ne peut, en aucune façon et ainsi qu'il a déjà été rappelé supra, être considérée comme servant de fondement à la décision prise elle-même dont elle se limite à arrêter les modalités d'exécution et où, d'autre part, il découle de la formulation même de l'article 3, précité, de la loi du 29 juillet 1991 que l'indication, dans

l'acte querellé, de considérations matérielles, fussent-elles extrêmement précises, ne constitue pas une motivation suffisante au sens de cette même disposition, laquelle exige également « [...] l'indication, dans l'acte, des considérations de droit [...] servant de fondement à la décision. [...] ».

Eu égard aux observations formulées par la partie défenderesse dans sa note, elles apparaissent comme une motivation a posteriori destinée à couvrir les manquements de l'acte attaqué et ne sauraient donc être prises en compte.

Dès lors, le Conseil ne peut que constater que c'est à bon droit que la partie requérante expose qu'en l'occurrence, l'acte attaqué n'est pas motivé en droit conformément aux exigences de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs.

3.3. La première branche du moyen unique est, par conséquent, fondée et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué. Il n'y a pas lieu d'examiner la seconde branche du moyen unique qui, à la supposer fondée, ne pourrait entraîner une annulation aux effets plus étendus.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La décision de refus de carte de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 18 aout 2011, est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-neuf mars deux mille douze par :

Mme M.-L. YA MUTWALE,

Président f. f., juge au contentieux des étrangers

Mme L. VANDERHEYDE,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

L. VANDERHEYDE

M.-L. YA MUTWALE